STELLA JONES

Rapport de gestion

Pour les périodes de trois et neuf mois closes le 30 septembre 2026

(en millions de dollars canadiens)



Table des matières

Introduction . . . 3
Nos activités . . . 4
Notre vision et notre mission . . . 5
Notre stratégie . . . 5
Faits saillants . . . 7
Faits saillants financiers – troisième trimestre . . . 8
Faits saillants financiers – cumul annuel . . . 9
Mesures financières non conformes aux PCGR et autres mesures financières . . . 10
Taux de change . . . 14
Résultats d'exploitation . . . 15
Résultats trimestriels . . . 22
État de la situation financière . . . 23
Liquidités et ressources en capital . . . 26
Renseignements concernant les actions . . . 29
Engagements et éventualités . . . 29
Événements postérieurs à la date de clôture . . . 29
Risques et incertitudes . . . 29
Conventions comptables significatives et estimations comptables critiques . . . 29
Contrôles et procédures de communication de l'information . . . 30
Contrôle interne à l'égard de l'information financière . . . 31
Changements concernant le contrôle interne à l'égard de l'information financière . . . 31

Introduction

Le présent document constitue le rapport de gestion de Stella-Jones Inc. Dans le présent rapport de gestion, les termes « la Société » et « Stella-Jones » sont utilisés pour désigner Stella-Jones Inc. et ses filiales, à titre individuel ou collectif.

Le présent rapport de gestion et les états financiers condensés consolidés intermédiaires non audités de la Société ont été examinés par le comité d'audit et approuvés par le conseil d'administration le 3 novembre 2026. Le rapport de gestion présente de l'information au sujet de la situation financière, des résultats d'exploitation et des flux de trésorerie de la Société au 30 septembre 2026 et pour le trimestre clos à cette date. Le rapport de gestion doit être lu parallèlement à l'information présentée dans les états financiers condensés consolidés intermédiaires non audités de la Société et les notes afférentes pour les périodes closes les 30 septembre 2026 et 2025 ainsi qu'avec les états financiers consolidés audités et le rapport de gestion annuels de la Société pour l'exercice clos le 31 décembre 2025.

Le présent rapport de gestion contient de l'information prospective au sens des lois sur les valeurs mobilières applicables (les « déclarations prospectives »). Les mots « peuvent », « pourraient », « devraient », « voudraient », « hypothèses », « plan », « stratégie », « croire », « anticiper », « estimer », « s'attendre à », « avoir l'intention de », « objectif » et les autres mots et expressions semblables, de même que l'emploi du futur et du conditionnel, visent à dénoter des déclarations prospectives. Les déclarations prospectives portent notamment sur nos plans actuels et futurs, nos attentes et intentions, nos résultats, nos niveaux d'activité, notre performance, nos objectifs ou réalisations, ou tout autre événement ou développement futur, et comprennent, sans s'y limiter, les déclarations contenues dans les rubriques du présent rapport de gestion intitulées « Notre vision et notre mission » et « Notre stratégie » (notamment celles concernant la stratégie d'affectation des capitaux de la Société, sa stratégie en matière de dépenses en immobilisations, la poursuite d'acquisitions liées aux infrastructures, son objectif de versement de dividendes et de rachats d'actions ainsi que son ratio dette nette/BAIIA ajusté cible), les déclarations se rapportant aux plans de la Société visant à étendre ses activités liées aux structures d'acier par la construction d'une nouvelle usine de fabrication aux États-Unis et en doublant la capacité de production de son usine de Candiac, et au calendrier de mise en œuvre afférent, les déclarations ayant trait aux initiatives d'optimisation du réseau de la Société, notamment quant aux retombées attendues et au temps qu'elle mettra à en tirer parti, les déclarations au sujet de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités de la Société, les déclarations portant sur la suffisance des flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation de la Société et des montants disponibles au titre de ses facilités de crédit pour mener à bien ses plans d'affaires, pourvoir aux besoins de son fonds de roulement et voir au maintien de ses actifs ainsi que les déclarations concernant les incidences attendues des nouvelles normes comptables. Elles sont fournies afin d'aider le lecteur à comprendre la situation financière, les résultats d'exploitation et les flux de trésorerie de la Société, ainsi que les attentes et les plans actuels de la direction (et pourraient ne pas convenir à d'autres fins). Ces déclarations reposent sur un certain nombre d'estimations et d'hypothèses et sont formulées par la Société à la lumière de l'expérience de sa direction et de sa perception des tendances historiques, de la situation actuelle et des développements futurs attendus, ainsi que d'autres facteurs jugés pertinents et raisonnables dans les circonstances. Cependant, rien ne garantit que ces estimations et hypothèses s'avéreront exactes. Par leur nature même, les déclarations prospectives comportent des risques et des incertitudes, car elles se rapportent à des événements futurs incertains et dépendent de circonstances qui peuvent ou non se produire à l'avenir. Ces risques et incertitudes peuvent tenir, entre autres, à la dépendance de la Société à l'égard de clients importants, à la disponibilité et au coût des matières premières, aux perturbations opérationnelles, aux changements climatiques, à la dépendance à l'égard du personnel clé, aux technologies de l'information, aux incidents de cybersécurité et de protection des données, à la conjoncture économique mondiale, à l'incertitude géopolitique, à la stratégie d'acquisition de la Société, à l'expansion future de l'usine de la Société, à la capacité de la Société à lever des capitaux, à la conformité environnementale et aux litiges, ainsi qu'aux facteurs et hypothèses mentionnés dans le présent document et dans les documents d'information continue de la Société. Ces risques et incertitudes sont décrits plus en détail, entre autres facteurs de risque et d'incertitude liés aux activités de la Société, à la rubrique intitulée « Risques et incertitudes » du rapport de gestion annuel pour l'exercice clos le 31 décembre 2025. Bon nombre de ces risques échappent au contrôle de la Société et pourraient s'avérer impossibles à prévoir. Compte tenu de ces risques, incertitudes et hypothèses, les lecteurs sont priés de ne pas se fier outre mesure aux déclarations prospectives. De plus, les déclarations prospectives ne valent qu'à la date où elles sont formulées. Le présent rapport de gestion reflète l'information dont disposait la Société en date des présentes, soit au 3 novembre 2026. La direction de la Société décline toute responsabilité de mettre à jour ou de réviser les déclarations de nature prospective afin de prendre en compte de nouvelles informations, des événements futurs ou d'autres changements postérieurs à la date des présentes, à moins d'y être tenue par les lois sur les valeurs mobilières applicables.

Les états financiers condensés consolidés intermédiaires non audités de la Société sont présentés en dollars canadiens et sont établis conformément aux Normes internationales d'information financière publiées par l'International Accounting Standards Board (les « normes comptables IFRS ») applicables à l'établissement d'états financiers intermédiaires, y compris la norme IAS 34, *Information financière intermédiaire*. Sauf indication contraire, tous les montants figurant dans le présent rapport sont en dollars canadiens.

Certains chiffres présentés dans le présent rapport de gestion ont été arrondis aux fins de présentation. Les pourcentages indiqués dans le présent rapport de gestion n'ont pas tous été calculés à partir de ces chiffres arrondis, mais plutôt à partir des montants avant arrondissement. Pour cette raison, les pourcentages figurant dans le présent rapport de gestion peuvent différer légèrement de ceux obtenus en effectuant les mêmes calculs à partir des chiffres apparaissant dans les états financiers condensés consolidés intermédiaires de la Société, ou dans le texte connexe. De même, certains autres montants présentés dans le présent rapport de gestion pourraient ne pas correspondre exactement à la somme indiquée, en raison de l'arrondissement.

Le présent rapport de gestion contient également des mesures financières et des ratios non conformes aux PCGR ainsi que d'autres mesures financières qui n'ont pas de définition normalisée prescrite par les normes comptables IFRS. Il est donc peu probable que l'on puisse les comparer avec des mesures et des ratios du même type présentés par d'autres émetteurs. Se reporter à la rubrique intitulée « Mesures financières non conformes aux PCGR et autres mesures financières » du présent rapport de gestion pour des explications au sujet des mesures financières et des ratios non conformes aux PCGR et des autres mesures financières utilisées et présentées par la Société ainsi qu'un rapprochement entre les mesures financières non conformes aux PCGR et les mesures des PCGR les plus directement comparables.

Il est possible d'obtenir des renseignements supplémentaires, notamment la notice annuelle, les rapports trimestriels et annuels de la Société et d'autres documents en visitant le site Web de SEDAR+ au www.sedarplus.ca. Les communiqués de presse et d'autres renseignements sont également accessibles à la section Investisseurs du site Web de la Société, au www.stella-jones.com. Les documents et autres renseignements figurant sur le site Web de la Société ou sur tout autre site y mentionné ne font pas partie du présent rapport de gestion et ne sont pas intégrés par renvoi aux présentes.

Nos activités

Stella-Jones est un chef de file nord-américain de la fabrication de produits axés sur le soutien aux infrastructures essentielles des réseaux de distribution et de transport d'électricité ainsi qu'à l'exploitation et l'entretien des systèmes de transport ferroviaire. La Société fournit des poteaux et des traverses pour poteaux en bois traité, des pylônes en treillis d'acier et des poteaux de transport en acier aux grandes sociétés de services publics d'électricité du continent ainsi que des traverses de chemin de fer en bois traité aux exploitants nord-américains de chemins de fer de catégorie 1, de courtes lignes et de voies ferrées commerciales. La Société soutient aussi les infrastructures avec des produits industriels, notamment du bois d'œuvre pour les ponts ferroviaires, les passages à niveau et la construction, des pilotis pour constructions maritimes, des pieux pour fondations et des produits à base de goudron de houille. La Société se consacre également à la fabrication de bois d'œuvre traité de première qualité et d'accessoires à usage résidentiel qu'elle distribue auprès de détaillants canadiens et américains en vue d'applications extérieures. Un volet important de ces activités consiste à mettre son réseau national de fabrication et de distribution au service de sa clientèle canadienne.

La croissance interne et les acquisitions stratégiques réalisées par la Société lui ont permis d'étendre son réseau nord-américain en élargissant son offre de produits et sa capacité de production, de renforcer la solidité et la fiabilité de son approvisionnement en matières premières et d'améliorer la qualité des services offerts aux clients. Cette stratégie a contribué au développement de relations étroites et durables avec la clientèle partout en Amérique du Nord et a élargi l'accès à des fournisseurs clés. Elle a également permis à la Société de renforcer davantage la vaste expertise de son équipe de gestionnaires chevronnés dans l'ensemble des divisions d'un bout à l'autre de l'Amérique du Nord.

La capacité avérée de Stella-Jones à livrer des résultats robustes sert d'assise à la génération de solides flux de trésorerie qui permettent à la Société d'investir continuellement dans ses activités, à l'interne comme par le biais d'acquisitions, et de remettre du capital aux actionnaires.

Au 30 septembre 2026, la Société exploitait 44 usines de traitement du bois, une usine de fabrication de structures d'acier servant au transport d'électricité et une distillerie de goudron de houille, et ses effectifs s'élevaient à environ 3 200 employés. Les installations de la Société sont réparties à travers le Canada et les États-Unis et sont complétées par un vaste réseau d'approvisionnement et de distribution.

Les actions ordinaires de la Société se négocient à la Bourse de Toronto (TSX : SJ).

Notre vision et notre mission

La vision stratégique de Stella-Jones consiste à bâtir une entreprise agile et tournée vers l'avenir, qui se consacre à servir les secteurs des services publics et du transport ferroviaire. Sa mission est de soutenir des infrastructures qui relient les collectivités à l'échelle locale et à travers l'Amérique du Nord. La Société est déterminée à rester à l'avant-garde et vise l'excellence dans la prestation des services qu'elle offre dans ces secteurs d'activités, en veillant à ce que les solutions novatrices qu'elle déploie répondent aux besoins d'aujourd'hui et s'adaptent aux défis de demain.

Notre stratégie

La stratégie de Stella-Jones vise à être le partenaire de choix des clients du secteur des infrastructures partout en Amérique du Nord en renforçant son offre de produits et services au moyen d'initiatives internes, d'innovations et d'acquisitions et d'investissements stratégiques qui cadrent avec ses objectifs de création de valeur à long terme. Elle recherche activement des occasions permettant de tirer parti de son vaste réseau de fabrication et de distribution et de sa clientèle bien établie afin d'accroître sa capacité à générer des flux de trésorerie soutenus.

La Société intègre le développement durable et la sécurité dans ses décisions quotidiennes et ses stratégies à long terme, et veille à ce que les activités commerciales et opérationnelles soient constamment alignées sur ces valeurs fondamentales. Stella-Jones priorise les actions concrètes dans tous les aspects de ses activités et s'engage à adopter des pratiques qui protègent les personnes, les collectivités et l'environnement, tout en assurant la pérennité de ses activités.

Gestion du capital

La stratégie d'affectation des capitaux de la Société met à profit la robustesse de ses flux de trésorerie générés de manière constante tout en améliorant sa stabilité à long terme ainsi que la création de valeur pour les actionnaires. Afin de maintenir la solidité et la flexibilité financières de la Société, les capitaux sont affectés de manière disciplinée en conservant un équilibre entre les investissements pour soutenir la croissance et la remise de capital aux actionnaires.

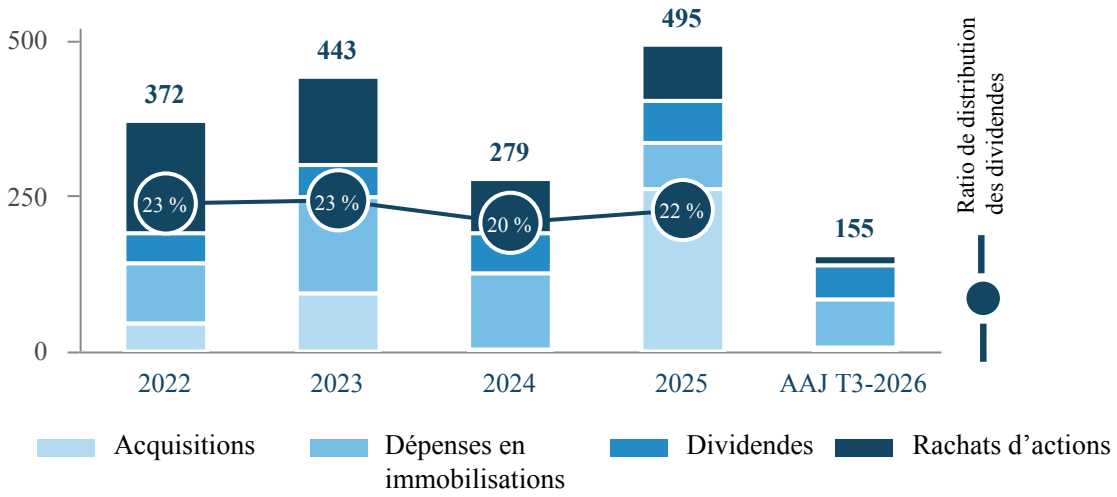
La stratégie de la Société s'articule comme suit :

- Investir environ 2,5 % des ventes annuelles dans les dépenses en immobilisations afin de maintenir la qualité et la fiabilité de ses actifs, d'assurer la sécurité de ses employés, d'améliorer la productivité et de poursuivre des initiatives environnementales et de développement durable;
- Investir dans des dépenses en immobilisations stratégiques pour accroître la capacité de production, lorsque cela s'avère nécessaire, de manière à soutenir les plans de croissance de la Société;
- Réaliser des acquisitions rentables liées aux infrastructures qui renforceront le positionnement stratégique de la Société et contribueront à la croissance des résultats à l'avenir;
- Maintenir les versements durables de dividendes, en visant une fourchette de 20 % à 30 % du résultat par action (« RPA ») de base ajusté présenté pour l'exercice précédent;
- Remettre aux actionnaires l'excédent de capital par le biais de rachats d'actions.

Conformément à l'approche qu'elle a adoptée en matière d'affectation des capitaux, Stella-Jones cherche à maintenir un ratio dette nette/BAIIA ajusté[1] se situant entre 2,0 x et 2,5 x, bien qu'elle puisse dévier de cette cible pour réaliser des acquisitions, saisir d'autres occasions stratégiques ou encore pourvoir aux besoins saisonniers de son fonds de roulement.

[1] Cette mesure n'a pas de définition normalisée selon les PCGR. Il est donc peu probable que l'on puisse la comparer à des mesures semblables présentées par d'autres émetteurs. Se reporter à la rubrique intitulée « Mesures financières non conformes aux PCGR et autres mesures financières » du présent rapport de gestion.

Le graphique suivant présente un sommaire de l'affectation des capitaux de la Société depuis 2022 :
(en millions de dollars, sauf les pourcentages)



Faits saillants

Aperçu du troisième trimestre de 2026

Les ventes ont augmenté pour s'établir à 979 millions $ pour le troisième trimestre de 2026, contre 958 millions $ pour la même période l'exercice précédent. Cette progression est attribuable à la croissance continue des volumes de poteaux en bois destinés aux sociétés de services publics ainsi qu'à l'apport considérable découlant de l'acquisition de Brooks Manufacturing Co. (« Brooks »), dont la contribution aux ventes s'élève à 33 millions $, preuve de la rigueur dont fait preuve Stella-Jones dans le développement de sa gamme de produits destinés aux sociétés de services publics. Ces gains ont été contrebalancés en grande partie par une composition désavantageuse des ventes de poteaux en bois destinés aux sociétés de services publics, l'interruption temporaire des activités à l'usine de structures d'acier de Candiac liée au déploiement du projet visant à accroître sa capacité de production et un décalage dans l'ajustement des prix du bois d'œuvre à usage résidentiel. Quant aux traverses de chemin de fer, l'affaiblissement de la demande des exploitants de chemins de fer de catégorie 1 et la réorientation de la composition des ventes, davantage axée sur les volumes liés exclusivement aux services de traitement, dont les prix sont moins élevés et les ventes, moins importantes, mais dont la rentabilité unitaire est comparable à celle des autres produits offerts et la marge en pourcentage, plus élevée, ont été largement atténués par la demande soutenue des clients autres que les exploitants de chemins de fer de catégorie 1.

Le résultat d'exploitation du troisième trimestre de 2026 s'est établi à 82 millions $, contre 135 millions $ au troisième trimestre de 2025. Ce recul est principalement attribuable à une dépréciation d'actifs et à des coûts de restructuration totalisant 32 millions $, découlant principalement des mesures mises en œuvre par la Société en vue d'optimiser son réseau et d'améliorer le rendement opérationnel. Sur une base ajustée, le résultat d'exploitation s'est établi à 116 millions $, contre 135 millions $ pour la même période de l'exercice précédent. Le recul du résultat d'exploitation ajusté est attribuable à une composition moins avantageuse des ventes de produits en bois destinés aux sociétés de services publics, à la hausse des coûts du carburant (représentant environ 10 millions $) et au décalage dans la répercussion de cette hausse et de celle des prix sur le marché du bois d'œuvre destiné au secteur résidentiel. Ces facteurs ont plus que contrebalancé l'augmentation des volumes de poteaux en bois destinés aux sociétés de services publics et la contribution supplémentaire de Brooks aux résultats de la Société depuis son acquisition. Par conséquent, le BAIIA ajusté[1] s'est établi à 159 millions $ pour le troisième trimestre de 2026, soit 16,2 % des ventes, contre 171 millions $, ou 17,8 % des ventes, pour le troisième trimestre de 2025.

Au cours du trimestre clos le 30 septembre 2026, les activités d'exploitation de la Société ont généré des liquidités de 158 millions $, lesquelles ont été principalement affectées aux dépenses en immobilisations, au remboursement de dettes et à la remise de capital sous forme de dividendes aux actionnaires. Des dépenses en immobilisations engagées depuis le début de l'année, environ 22 millions $ ont été affectés à la construction de la nouvelle usine de fabrication de structures d'acier située à Fayetteville, au Tennessee, dont 15 millions $ au cours du trimestre.

La situation financière était solide au 30 septembre 2026, la Société disposant de liquidités[2] de 836 millions $ et affichant un ratio dette nette/BAIIA ajusté[1] de 2,4 x.

---

[1] Ces mesures n'ont pas de définition normalisée selon les PCGR. Il est donc peu probable que l'on puisse les comparer à des mesures semblables présentées par d'autres émetteurs. Se reporter à la rubrique intitulée « Mesures financières non conformes aux PCGR et autres mesures financières » du présent rapport de gestion.

[2] Les liquidités disponibles incluent la trésorerie et les équivalents de trésorerie ainsi que les montants disponibles au titre des facilités de crédit, déduction faite des lettres de crédit émises et de certaines garanties données.

Faits saillants financiers – troisième trimestre

Indicateurs clés choisis

(en millions de dollars, sauf les ratios et les données par action)	Périodes de trois mois closes les 30 septembre		Variation ($)	Variation (%)
	2026	2025		
Résultats d'exploitation				
Ventes	979	958	21	2 %
Bénéfice brut[1]	168	188	(20)	(11 %)
Marge du bénéfice brut[1]	17,2 %	19,6 %	s.o.	(240 pb)
Résultat d'exploitation	82	135	(53)	(39 %)
BAIIA ajusté[1]	159	171	(12)	(7 %)
Marge du BAIIA ajusté[1]	16,2 %	17,8 %	s.o.	(160 pb)
Résultat net	51	88	(37)	(42 %)
RPA de base	0,93	1,59	(0,66)	(42 %)
RPA ajusté, de base[1]	1,39	1,59	(0,20)	(13 %)
Flux de trésorerie découlant des (affectés aux)				
Activités d'exploitation	158	198	(40)	
Activités de financement	(118)	(164)	46	
Activités d'investissement	(36)	(30)	(6)	

	Au 30 septembre 2026	Au 31 décembre 2025	Variation ($)	
Situation financière				
Trésorerie et équivalents de trésorerie	142	44	98	
Stocks	1 499	1 653	(154)	
Actif total	4 257	4 117	140	
Dette à long terme[2]	1 265	1 339	(74)	
Obligations locatives[2]	293	303	(10)	
Passif non courant total	1 601	1 805	(204)	
Capitaux propres	2 216	2 039	177	
Autres données				
Ratio de fonds de roulement[1, 3]	4,86	7,40		
Ratio dette nette/BAIIA ajusté[1]	2,4 x	2,6 x		

[1] Ces mesures n'ont pas de définition normalisée selon les PCGR. Il est donc peu probable que l'on puisse les comparer à des mesures semblables présentées par d'autres émetteurs. Se reporter à la rubrique intitulée « Mesures financières non conformes aux PCGR et autres mesures financières » du présent rapport de gestion pour des précisions et des explications au sujet des mesures financières non conformes aux PCGR et des autres mesures financières utilisées et présentées par la Société ainsi qu'un rapprochement entre les mesures financières non conformes aux PCGR et les mesures des PCGR les plus directement comparables.

[2] Y compris la partie courante.

[3] Quotient de l'actif courant divisé par le passif courant.

Faits saillants financiers – cumul annuel

Indicateurs clés choisis

(en millions de dollars, sauf les ratios et les données par action)	Périodes de neuf mois closes les 30 septembre 2026	2025	Variation ($)	Variation (%)
Résultats d'exploitation				
Ventes	2 812	2 765	47	2 %
Bénéfice brut[1]	509	562	(53)	(9 %)
Marge du bénéfice brut[1]	18,1 %	20,3 %	s.o.	(220 pb)
Résultat d'exploitation	274	433	(159)	(37 %)
BAIIA ajusté[1]	462	501	(39)	(8 %)
Marge du BAIIA ajusté[1]	16,4 %	18,1 %	s.o.	(170 pb)
Résultat net	172	287	(115)	(40 %)
RPA de base	3,15	5,17	(2,02)	(39 %)
RPA ajusté, de base[1]	4,10	4,65	(0,55)	(12 %)
Flux de trésorerie découlant des (affectés aux)				
Activités d'exploitation	397	406	(9)	
Activités de financement	(221)	(283)	62	
Activités d'investissement	(87)	(104)	17	
Autres données				
Rendement des capitaux propres moyens[1]	10,4 %	17,4 %	s.o.	(700 pb)
Rendement du capital investi moyen ajusté[1]	11,0 %	12,5 %	s.o.	(150 pb)
Dividende par action	1,02	0,93	0,09	10 %

[1] Ces mesures n'ont pas de définition normalisée selon les PCGR. Il est donc peu probable que l'on puisse les comparer à des mesures semblables présentées par d'autres émetteurs. Se reporter à la rubrique intitulée « Mesures financières non conformes aux PCGR et autres mesures financières » du présent rapport de gestion pour des précisions et des explications au sujet des mesures financières non conformes aux PCGR et des autres mesures financières utilisées et présentées par la Société ainsi qu'un rapprochement entre les mesures financières non conformes aux PCGR et les mesures des PCGR les plus directement comparables.

Mesures financières non conformes aux PCGR et autres mesures financières

La présente rubrique présente l'information requise aux termes du *Règlement 52-112 sur l'information concernant les mesures financières non conformes aux PCGR et d'autres mesures financières* à l'égard des « mesures financières déterminées » (au sens dudit règlement).

Les mesures financières non conformes aux PCGR, les ratios non conformes aux PCGR et les autres mesures financières (soit le bénéfice brut et la marge du bénéfice brut, qui sont présentés à titre de mesures financières supplémentaires) décrits ci-après n'ont pas de définition normalisée prescrite par les PCGR. Il est donc peu probable que l'on puisse les comparer à des mesures semblables présentées par d'autres émetteurs. La méthode appliquée par la Société pour calculer lesdites mesures peut différer de celles employées par d'autres émetteurs. Par conséquent, leurs définitions respectives pourraient ne pas être comparables. En outre, les mesures financières non conformes aux PCGR, les ratios non conformes aux PCGR et les autres mesures financières ne doivent pas être considérés comme un substitut aux informations financières établies conformément aux PCGR. La direction estime que les mesures financières non conformes aux PCGR et les autres mesures financières déterminées décrites ci-après sont utiles aux investisseurs avertis et peuvent les aider à mieux comprendre la situation financière, les résultats d'exploitation et les flux de trésorerie de la Société, en apportant des indications supplémentaires quant à sa performance.

Croissance interne des ventes et ratio de croissance interne des ventes

- Croissance interne des ventes : ventes d'une période donnée par rapport aux ventes de la période de comparaison, excluant l'incidence des acquisitions et des fluctuations de taux de change.
- Ratio de croissance interne des ventes : quotient de la croissance interne des ventes divisée par les ventes de la période correspondante.

La Société utilise ces mesures non conformes aux PCGR pour analyser le niveau d'activité en faisant abstraction de l'incidence des acquisitions et des fluctuations de taux de change, afin de faciliter les comparaisons d'une période à l'autre. La direction est d'avis que de telles mesures sont utilisées par les investisseurs et les analystes pour évaluer la performance de la Société.

Le rapprochement entre les mesures financières non conformes aux PCGR mentionnées ci-dessus et les mesures des PCGR les plus comparables figure à la rubrique intitulée « Résultats d'exploitation ».

Bénéfice brut et marge du bénéfice brut

- Bénéfice brut : ventes, déduction faite du coût des ventes.
- Marge du bénéfice brut : quotient du bénéfice brut divisé par les ventes de la période correspondante.

La Société utilise ces mesures financières supplémentaires pour évaluer son rendement opérationnel sur une base continue.

Résultat d'exploitation ajusté, marge du résultat d'exploitation ajusté, BAIIA ajusté et marge du BAIIA ajusté

- Résultat d'exploitation ajusté : résultat d'exploitation, excluant le gain sur règlement d'assurance, le recouvrement d'assurance pour pertes liées à l'interruption des activités, la dépréciation d'actifs, les coûts de restructuration, incluant les frais de fermeture et autres coûts liés à l'optimisation de réseau, et les coûts d'acquisition et d'intégration et l'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions importantes.
- Marge du résultat d'exploitation ajusté : quotient du résultat d'exploitation ajusté divisé par les ventes de la période correspondante.

- BAIIA ajusté : résultat d'exploitation, excluant le gain sur règlement d'assurance, le recouvrement d'assurance pour pertes liées à l'interruption des activités, la dépréciation d'actifs, les coûts de restructuration, incluant les frais de fermeture et autres coûts liés à l'optimisation de réseau, les coûts d'acquisition et d'intégration liés aux acquisitions importantes ainsi que l'amortissement des immobilisations corporelles, des actifs au titre du droit d'utilisation et des immobilisations incorporelles, y compris celles liées aux acquisitions importantes.
- Marge du BAIIA ajusté : quotient du BAIIA ajusté divisé par les ventes de la période correspondante.

La Société utilise ces mesures non conformes aux PCGR pour évaluer son rendement opérationnel et financier. En outre, elle estime que le BAIIA ajusté et la marge du BAIIA ajusté constituent des mesures utiles aux investisseurs, puisqu'elles sont couramment utilisées au sein du secteur par les investisseurs et les analystes en vue de mesurer la capacité d'une société à assumer le service de sa dette et à honorer ses autres obligations de paiement, ou encore à titre de mesure d'évaluation usuelle.

Le tableau suivant présente le rapprochement entre les mesures financières non conformes aux PCGR susmentionnées et les mesures des PCGR les plus comparables :

(en millions de dollars)	**Périodes de trois mois closes les 30 septembre**		**Périodes de neuf mois closes les 30 septembre**	
	2026	**2025**	**2026**	**2025**
Résultat d'exploitation	82	135	274	433
Éléments de rapprochement :				
Dépréciation d'actifs et coûts de restructuration				
Dépréciation d'actifs	*19*	—	*43*	—
Frais de fermeture et autres coûts liés à l'optimisation de réseau	*13*	—	*21*	—
Amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions	2	—	6	—
Règlement d'assurance				
Gain sur règlement d'assurance	—	—	—	*(28)*
Recouvrement d'assurance pour pertes liées à l'interruption des activités	—	—	—	*(10)*
Résultat d'exploitation ajusté	**116**	**135**	**344**	**395**
Amortissement, à l'exclusion de l'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions	43	36	118	106
BAIIA ajusté	**159**	**171**	**462**	**501**

Résultat net ajusté et RPA ajusté, de base

- Résultat net ajusté : résultat net, excluant le gain sur règlement d'assurance, le recouvrement d'assurance pour pertes liées à l'interruption des activités, la dépréciation d'actifs, les coûts de restructuration, incluant les frais de fermeture et autres coûts liés à l'optimisation de réseau, et les coûts d'acquisition et d'intégration ainsi que l'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux regroupements importants, après impôts dans chaque cas.
- RPA ajusté, de base : quotient du résultat net ajusté attribuable aux actionnaires ordinaires de la Société pour la période considérée divisé par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de la période considérée.

La Société utilise ces mesures non conformes aux PCGR pour évaluer son rendement opérationnel sur une base continue.

Le tableau suivant présente le rapprochement entre les mesures financières non conformes aux PCGR susmentionnées et les mesures des PCGR les plus comparables :

(en millions de dollars, sauf les données par action)	Périodes de trois mois closes les 30 septembre		Périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
	2026	**2025**	**2026**	**2025**
Résultat net	51	88	172	287
Éléments de rapprochement :				
Dépréciation d'actifs et coûts de restructuration				
Dépréciation d'actifs	*19*	—	*43*	—
Frais de fermeture et autres coûts liés à l'optimisation de réseau	*13*	—	*21*	—
Amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions	2	—	6	—
Règlement d'assurance				
Gain sur règlement d'assurance	—	—	—	*(28)*
Recouvrement d'assurance pour pertes liées à l'interruption des activités	—	—	—	*(10)*
Impôts liés aux éléments susmentionnés[1]	(9)	—	(18)	9
Résultat net ajusté	**76**	**88**	**224**	**258**
RPA ajusté, de base	**1,39 $**	**1,59 $**	**4,10 $**	**4,65 $**

[1] Calculés en appliquant le taux d'imposition effectif de la période considérée.

Capital investi et rendement du capital investi moyen ajusté (« RCIM ajusté »)

- Capital investi : actif total, hors trésorerie et équivalents de trésorerie, déduction faite du passif courant ne portant pas intérêt.
- Capital investi moyen : moyenne sur 12 mois du solde des capitaux investis au début de la période de 12 mois et à la fin de chaque trimestre, pendant le reste de la période de 12 mois.
- RCIM ajusté : quotient du résultat d'exploitation ajusté des 12 derniers mois (« DDM ») divisé par le capital investi moyen.

La Société utilise le capital investi moyen pour mesurer l'ampleur de ses investissements dans ses activités et assurer le suivi à cet égard. Elle utilise le RCIM ajusté comme indicateur de rendement pour mesurer l'efficacité de son capital investi.

Le tableau suivant présente le rapprochement entre les mesures financières non conformes aux PCGR susmentionnées et les mesures des PCGR les plus comparables :

(en millions de dollars)	Au 30 septembre 2026	Au 30 septembre 2025
Actif total moyen	4 199	4 077
Trésorerie et équivalents de trésorerie moyens	(97)	(53)
Passif courant moyen	(370)	(298)
Partie courante moyenne des obligations locatives	65	62
Partie courante moyenne de la dette à long terme	97	10
Capital investi moyen	**3 894**	**3 798**
Résultat d'exploitation ajusté (DDM)	427	476
RCIM ajusté	**11,0 %**	**12,5 %**

Dette nette et ratio dette nette/BAIIA ajusté

- Dette nette : somme de la dette à long terme et des obligations locatives, y compris, dans chaque cas, la partie courante, déduction faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie.
- Ratio dette nette/BAIIA ajusté : quotient de la dette nette divisée par le BAIIA ajusté des DDM.

La Société estime que ces mesures sont des indicateurs de l'intensité de son effet de levier financier.

Le tableau suivant présente le rapprochement entre les mesures financières non conformes aux PCGR susmentionnées et les mesures des PCGR les plus comparables :

(en millions de dollars)	**Au 30 septembre 2026**	**Au 31 décembre 2025**
Dette à long terme, y compris la partie courante	1 265	1 339
Obligations locatives, y compris la partie courante	293	303
Trésorerie et équivalents de trésorerie	(142)	(44)
Dette nette	**1 416**	**1 598**
BAIIA ajusté (DDM)	584	623
Ratio dette nette/BAIIA ajusté	**2,4 x**	**2,6 x**

Taux de change

Le tableau suivant présente les taux de change moyens et de clôture applicables aux trimestres de la Société pour les exercices 2026 et 2025. Les taux moyens sont utilisés pour convertir les ventes et les charges des périodes considérées, tandis que les taux de clôture sont utilisés pour convertir la valeur des actifs et passifs des établissements étrangers ainsi que des actifs et passifs monétaires des activités canadiennes libellés en dollars américains.

Taux $ US/$ CA	**2026**		**2025**	
	Taux moyen	**Taux de clôture**	**Taux moyen**	**Taux de clôture**
Premier trimestre	1,37	1,39	1,44	1,44
Deuxième trimestre	1,38	1,42	1,38	1,36
Troisième trimestre	1,40	1,42	1,38	1,39
Quatrième trimestre			1,40	1,37
Exercice			1,40	1,37

- Taux moyen : l’appréciation du dollar américain par rapport au dollar canadien au cours du troisième trimestre de 2026, comparativement au troisième trimestre de 2025, a eu une incidence favorable sur les ventes et une incidence défavorable sur le coût des ventes.

- Taux de clôture : l’appréciation du dollar américain par rapport au dollar canadien entre le 30 septembre 2026 et le 31 décembre 2025 a entraîné une hausse de la valeur des actifs et des passifs libellés en dollars américains, suivant leur conversion en dollars canadiens.

Résultats d'exploitation

Ventes

Les ventes se sont établies à 979 millions $ au troisième trimestre de 2026, soit une hausse de 21 millions $ par rapport aux ventes de 958 millions $ constatées pour le troisième trimestre de l'exercice précédent. En faisant abstraction de l'apport de 33 millions $ découlant de l'acquisition de Brooks et de l'incidence du taux de change de 10 millions $, les ventes de bois traité sous pression ont reculé de 28 millions $, ou de 3 %. Ce recul est principalement attribuable à la diminution des volumes de structures d'acier en raison des temps d'arrêt liés aux travaux visant à accroître la capacité de production de l'usine de Candiac, à une proportion plus importante de volumes de traverses de chemin de fer liés exclusivement aux services de traitement, dont les prix sont moins élevés, à une baisse des prix obtenus pour le bois d'œuvre à usage résidentiel et, pour les produits industriels, à un recul des ventes de tapis de grue. Les volumes de poteaux en bois destinés aux sociétés de services publics ont augmenté, mais cette hausse a été contrebalancée en grande partie par une composition des ventes moins avantageuse. Quant aux billots et au bois d'œuvre, les ventes ont augmenté de six millions $, ou de 38 %, du fait de l'augmentation des volumes.

Ventes (en millions de dollars, sauf les pourcentages)	Produits destinés aux sociétés de services publics[1]	Traverses de chemin de fer	Bois d'œuvre à usage résidentiel	Produits industriels[2]	**Total Bois traité sous pression**	Billots et bois d'œuvre	**Ventes consolidées**
T3 2025	**480**	**211**	**201**	**50**	**942**	**16**	**958**
Acquisition	33	—	—	—	**33**	—	**33**
Taux de change	6	3	1	—	**10**	—	**10**
Croissance interne[3]	(6)	(6)	(6)	(10)	**(28)**	6	**(22)**
T3 2026	**513**	**208**	**196**	**40**	**957**	**22**	**979**
Croissance interne (%)[3]	(1 %)	(3 %)	(3 %)	(20 %)	(3 %)	38 %	(2 %)

[1] Les produits destinés aux sociétés de services publics incluent les poteaux et les traverses pour poteaux en bois ainsi que les structures d'acier (pylônes en treillis et poteaux de transport d'électricité).

[2] Les produits industriels sont principalement composés de bois d'œuvre pour les ponts ferroviaires, les passages à niveau et la construction, de pilotis pour constructions maritimes et de pieux pour fondations.

[3] Ces mesures n'ont pas de définition normalisée selon les PCGR. Il est donc peu probable que l'on puisse les comparer à des mesures semblables présentées par d'autres émetteurs. Se reporter à la rubrique intitulée « Mesures financières non conformes aux PCGR et autres mesures financières » du présent rapport de gestion.

Les ventes se sont établies à 2 812 millions $ pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2026, soit une hausse de 47 millions $ par rapport aux ventes de 2 765 millions $ constatées pour la même période de l'exercice précédent. En faisant abstraction de l'apport de 104 millions $ découlant des acquisitions de Brooks et de Locweld Inc. et de l'incidence défavorable du taux de change de 20 millions $, les ventes de bois traité sous pression ont reculé de 31 millions $. Ce recul est principalement attribuable à la baisse des prix sur le marché du bois d'œuvre combinée à la diminution des volumes de bois d'œuvre à usage résidentiel au premier semestre, à la réduction des expéditions de traverses de chemin de fer destinées aux exploitants de chemins de fer de catégorie 1 combinée à une proportion plus importante de volumes liés exclusivement aux services de traitement, dont les ventes sont moins importantes, mais dont la rentabilité unitaire est comparable à celle des autres produits offerts et la marge en pourcentage, plus élevée, ainsi qu'à un ralentissement des projets faisant appel aux produits industriels. Ces facteurs défavorables ont été partiellement contrebalancés par une augmentation de 5 % des volumes de poteaux en bois destinés aux sociétés de services publics, attribuable à la demande soutenue aux termes des contrats, dont l'effet a toutefois été tempéré par une composition des ventes moins avantageuse et la baisse des prix au comptant. Les ventes de billots et de bois d'œuvre ont reculé par rapport à la même période de l'exercice précédent en raison du ralentissement de l'activité de négociation.

Ventes (en millions de dollars, sauf les pourcentages)	Produits destinés aux sociétés de services publics	Traverses de chemin de fer	Bois d'œuvre à usage résidentiel	Produits industriels	**Total Bois traité sous pression**	Billots et bois d'œuvre	**Ventes consolidées**
AAJ T3 2025	**1 375**	**659**	**535**	**135**	**2 704**	**61**	**2 765**
Acquisitions	104	—	—	—	**104**	—	**104**
Taux de change	(12)	(5)	(1)	(2)	**(20)**	—	**(20)**
Croissance interne	25	(13)	(28)	(15)	**(31)**	(6)	**(37)**
AAJ T3 2026	**1 492**	**641**	**506**	**118**	**2 757**	**55**	**2 812**
Croissance interne (%)	2 %	(2 %)	(5 %)	(11 %)	(1 %)	(10 %)	(1 %)

Produits destinés aux sociétés de services publics

Les ventes de produits destinés aux sociétés de services publics ont augmenté de 33 millions $, ou de 7 %, pour atteindre 513 millions $ au troisième trimestre de 2026, contre 480 millions $ pour le même trimestre de l'exercice précédent. La croissance des ventes a été portée par l'apport toujours aussi important de l'acquisition récente d'actifs de fabrication de traverses pour poteaux, de même que par les bons résultats sur le plan des volumes de poteaux en bois destinés aux sociétés de services publics. Ces gains ont été partiellement contrebalancés par la baisse des prix des poteaux en bois destinés aux sociétés de services publics en raison d'une réorientation défavorable de la composition des ventes, davantage axée sur les poteaux en pin jaune du Sud, dont les prix sont moins élevés (elle-même principalement attribuable à la préférence des clients pour cette essence de bois et à leurs décisions en matière d'affectation des capitaux), ainsi que par un recul des ventes de structures d'acier attribuable à l'interruption temporaire des activités à l'usine de Candiac liée au déploiement du projet visant à accroître sa capacité de production (laquelle devrait doubler d'ici la fin du premier trimestre de 2027). Les ventes de produits destinés aux sociétés de services publics comptent pour 52 % des ventes réalisées par la Société au troisième trimestre de 2026.

Pour les neuf premiers mois de 2026, les ventes de produits destinés aux sociétés de services publics ont augmenté de 117 millions $, ou de 9 %, pour s'établir à 1 492 millions $, contre 1 375 millions $ pour la même période de l'exercice 2025. Cette hausse est principalement attribuable à l'apport de l'entreprise acquise en 2025 ainsi qu'à une augmentation de 5 % des volumes de poteaux en bois destinés aux sociétés de services publics, reflétant la vigueur persistante de l'activité contractuelle. Cette croissance des volumes a été partiellement contrebalancée par une baisse des prix attribuable à la composition moins avantageuse des ventes, davantage axée sur les poteaux en pin jaune du Sud, dont les prix sont moins élevés, ainsi que par un recul des ventes de poteaux munis d'une enveloppe ignifuge par rapport à la même période de l'exercice précédent et une baisse des prix au comptant, surtout au cours du premier semestre de l'exercice. Les ventes de produits destinés aux sociétés de services publics comptent pour 53 % des ventes réalisées par la Société au cours des neuf premiers mois de 2026.

Traverses de chemin de fer

Les ventes de traverses de chemin de fer se sont établies à 208 millions $ au troisième trimestre de 2026, contre 211 millions $ pour le même trimestre de l'exercice précédent. Ce recul est principalement attribuable à la diminution des volumes de produits destinés aux exploitants de chemins de fer de catégorie 1, la demande ayant fléchi sous l'influence de dynamiques à l'œuvre à l'échelle du secteur, notamment la réduction des dépenses en immobilisations et les pressions concurrentielles. En outre, la proportion plus importante de volumes liés exclusivement aux services de traitement, qui comptent pour plus de 10 % des volumes destinés aux exploitants de chemins de fer de catégorie 1 au cours du trimestre, a elle aussi pesé sur les ventes, car leurs prix sont relativement moins élevés, en dépit d'une rentabilité unitaire comparable. Le recul des ventes de produits destinés aux exploitants de chemins de fer de catégorie 1 a été contrebalancé en grande partie par la vigueur persistante de la demande des clients autres que les exploitants de chemins de fer de catégorie 1 et l'activité soutenue de leurs projets. Les ventes de traverses de chemin de fer comptent pour 21 % des ventes réalisées par la Société au troisième trimestre de 2026.

Pour les neuf premiers mois de 2026, les ventes de traverses de chemin de fer se sont établies à 641 millions $, contre 659 millions $ pour la même période de l'exercice précédent. En faisant abstraction de l'incidence du taux de change, les ventes ont reculé de 13 millions $, ou de 2 %. Cette baisse s'explique principalement par la diminution des volumes de produits destinés aux exploitants de chemins de fer de catégorie 1 et la baisse des prix résultant d'une réorientation de la composition des ventes, davantage axée sur les volumes liés exclusivement aux services de traitement, le tout partiellement compensé par la demande soutenue des clients autres que les exploitants de chemins de fer de catégorie 1. Les ventes de traverses de chemin de fer comptent pour 23 % des ventes réalisées par la Société au cours des neuf premiers mois de 2026.

Bois d'œuvre à usage résidentiel

Les ventes de bois d'œuvre résidentiel se sont établies à 196 millions $ au troisième trimestre de 2026, contre 201 millions $ au troisième trimestre de 2025. Les volumes sont demeurés stables par rapport à la même période de l'exercice précédent, tandis que les prix ont baissé. En réponse aux hausses des prix sur le marché du bois d'œuvre et des coûts du carburant, la Société a procédé à des augmentations de prix qui sont entrées en vigueur à la fin du troisième trimestre de 2026. Les ventes de bois d'œuvre à usage résidentiel comptent pour 20 % des ventes réalisées par la Société au troisième trimestre de 2026.

Pour les neuf premiers mois de 2026, les ventes de bois d'œuvre à usage résidentiel se sont établies à 506 millions $, contre 535 millions $ pour la même période de l'exercice précédent. Ce recul est principalement attribuable à la baisse des prix moyens sur le marché du bois d'œuvre depuis le début de l'année par rapport à la même période de l'exercice précédent et à la diminution des volumes, qui découle en grande partie d'un ralentissement lié aux conditions météorologiques au cours du premier semestre. Les ventes de bois d'œuvre à usage résidentiel comptent pour 18 % des ventes réalisées par la Société au cours des neuf premiers mois de 2026.

Produits industriels

Les ventes de produits industriels se sont établies à 40 millions $ au troisième trimestre de 2026, contre 50 millions $ au troisième trimestre de 2025. Ce recul est principalement attribuable à une importante commande de tapis de grue livrée au cours du trimestre correspondant de l'exercice précédent, qui ne s'est pas répétée. Les ventes de produits industriels comptent pour 4 % des ventes réalisées par la Société au cours du troisième trimestre de 2026.

Pour les neuf premiers mois de 2026, les ventes de produits industriels se sont établies à 118 millions $, contre 135 millions $ pour la même période de l'exercice précédent. Ce recul est principalement attribuable à un affaiblissement de la demande générée par les projets, surtout en ce qui a trait aux madriers pour ponts ferroviaires et aux tapis de grue. Les ventes de produits industriels comptent pour 4 % des ventes réalisées par la Société au cours des neuf premiers mois de 2026.

Billots et bois d'œuvre

Les ventes dans la catégorie des billots et du bois d'œuvre se sont établies à 22 millions $ au troisième trimestre de 2026, contre 16 millions $ pour le même trimestre de l'exercice précédent. Dans le cadre de son processus d'approvisionnement, la Société revend les billots qu'elle obtient en vue de la fabrication de poteaux destinés aux sociétés de services publics et qui s'avèrent inadéquats, de même que le bois d'œuvre excédentaire qu'elle s'est procuré aux fins de son programme de bois d'œuvre à usage résidentiel. L'intensification de l'activité dans les deux cas explique en grande partie l'augmentation des ventes d'un trimestre à l'autre. Les ventes de billots et de bois d'œuvre comptent pour 3 % des ventes réalisées par la Société au troisième trimestre de 2026.

Pour les neuf premiers mois de 2026, les ventes dans la catégorie des billots et du bois d'œuvre ont reculé pour s'établir à 55 millions $, contre 61 millions $ pour la même période de l'exercice précédent. Les ventes de billots et de bois d'œuvre comptent pour 2 % des ventes réalisées par la Société au cours des neuf premiers mois de 2026.

Répartition géographique des ventes

Aux États-Unis, les ventes se sont établies à 702 millions $, soit 72 % des ventes réalisées au troisième trimestre de l'exercice 2026, contre 697 millions $, ou 73 % des ventes, pour le même trimestre de l'exercice précédent. L'augmentation des ventes est principalement attribuable à l'acquisition de Brooks et à l'appréciation du dollar américain par rapport au dollar canadien, qui a eu une incidence favorable de 10 millions $. Cette croissance a été contrebalancée en grande partie par un recul des ventes de structures d'acier pendant les travaux visant à accroître la capacité de production et un ralentissement des projets faisant appel aux produits industriels. Pour les neuf premiers mois de 2026, les ventes réalisées aux États-Unis se sont établies à 2 071 millions $, contre 2 066 millions $ pour la même période de l'exercice précédent. Les ventes de la période de neuf mois close le 30 septembre 2026 tiennent compte d'une incidence défavorable du taux de change de 20 millions $, le dollar américain s'étant déprécié par rapport au dollar canadien comparativement à la même période de l'exercice 2025.

Au Canada, les ventes ont augmenté pour s'établir à 277 millions $, soit 28 % des ventes réalisées au troisième trimestre de 2026, contre 261 millions $, ou 27 % des ventes, pour le troisième trimestre de l'exercice précédent. Cette progression est principalement attribuable à l'augmentation des ventes de poteaux en bois destinés aux sociétés de services publics, partiellement contrebalancée par une baisse des prix obtenus pour le bois d'œuvre à usage résidentiel. Pour les neuf premiers mois de 2026, les ventes réalisées au Canada ont augmenté pour s'établir à 741 millions $, contre 699 millions $ pour la même période de l'exercice précédent.

Coût des ventes

Le coût des ventes, y compris l'amortissement des immobilisations corporelles, des actifs au titre du droit d'utilisation et des immobilisations incorporelles, s'est établi à 811 millions $ au troisième trimestre de 2026, ce qui représente 82,8 % des ventes, contre 770 millions $, ou 80,4 % des ventes, pour le même trimestre de l'exercice précédent. L'augmentation en valeur absolue découle principalement de l'intégration de Brooks, acquise en 2025, et reflète les hausses des prix sur le marché du bois d'œuvre destiné au secteur résidentiel et des coûts du carburant, qui ne se sont pas pleinement répercutées sur les prix pratiqués par la Société au cours du trimestre. Ce décalage a contribué à la hausse du coût des ventes exprimé en pourcentage des ventes.

La dotation totale aux amortissements s'est établie à 45 millions $ au troisième trimestre de 2026, dont 39 millions $ ont été comptabilisés dans le coût des ventes, contre un amortissement total de 36 millions $, dont 32 millions $ avaient été comptabilisés dans le coût des ventes, pour le même trimestre de l'exercice précédent. Cette augmentation est principalement attribuable à l'amortissement accéléré de cinq millions $, du fait de la mise hors service d'actifs inutilisés, ainsi qu'à l'amortissement graduel d'investissements en immobilisations réalisés en 2025.

Pour les neuf premiers mois de 2026, le coût des ventes, y compris l'amortissement des immobilisations corporelles, des actifs au titre de droits d'utilisation et des immobilisations incorporelles, s'est établi à 2 303 millions $, ce qui représente 81,9 % des ventes, contre 2 203 millions $, ou 79,7 % des ventes, pour la même période de 2025. Cette augmentation est principalement attribuable aux coûts des ventes supplémentaires découlant des acquisitions réalisées en 2025 ainsi qu'à la croissance nette des volumes de ventes, surtout portée par les poteaux en bois destinés aux sociétés de services publics. L'augmentation des coûts propres à certains sites et la hausse des coûts du carburant, de même que le décalage dans la répercussion de certaines hausses de coûts, ont également eu une incidence sur le coût des ventes. En outre, l'indemnité d'assurance de 10 millions $ comptabilisée au cours de la même période de l'exercice précédent avait donné lieu à un avantage ponctuel sur le plan des résultats de 2025, absent en 2026. Ces facteurs ont été partiellement contrebalancés par la baisse des prix sur le marché du bois d'œuvre destiné au secteur résidentiel depuis le début de l'année ainsi que par l'incidence favorable du taux de change, le dollar américain s'étant déprécié par rapport au dollar canadien comparativement à la même période de l'exercice précédent.

La dotation totale aux amortissements s'est établie à 124 millions $ pour les neuf premiers mois de 2026, dont 107 millions $ ont été comptabilisés dans le coût des ventes, contre un amortissement total de 106 millions $, dont 95 millions $ avaient été comptabilisés dans le coût des ventes, pour la même période de 2025.

Bénéfice brut

Le bénéfice brut s'est établi à 168 millions $, soit 17,2 % des ventes, au troisième trimestre de 2026, contre 188 millions $, ou 19,6 % des ventes, pour le même trimestre de l'exercice précédent. Le recul du bénéfice brut et la diminution de la marge du bénéfice brut s'expliquent principalement par une réorientation défavorable de la composition des ventes de poteaux en bois destinés aux sociétés de services publics, ceux en pin jaune du Sud, dont les prix sont moins élevés, représentant maintenant une proportion plus importante des produits vendus, ainsi que par l'augmentation du coût des intrants, dont le carburant (à hauteur d'environ 10 millions $) et le bois d'œuvre destiné au secteur résidentiel, qui ne s'est pas pleinement répercutée sur les prix pratiqués au cours du trimestre. Ces facteurs ont été partiellement contrebalancés par la contribution supplémentaire de Brooks aux résultats de la Société depuis son acquisition et par la croissance des volumes de poteaux en bois destinés aux sociétés de services publics.

Pour les neuf premiers mois de 2026, le bénéfice brut s'est établi à 509 millions $, soit 18,1 % des ventes, contre 562 millions $, ou 20,3 %, pour la même période l'exercice précédent. Le recul du bénéfice brut et la diminution de la marge du bénéfice brut découlent principalement des pressions exercées par l'augmentation du coût des intrants, et du décalage dans leur répercussion sur les prix applicables aux termes des contrats, la baisse des prix au comptant et la composition moins avantageuse des ventes de poteaux en bois destinés aux sociétés de services publics par rapport à 2025 ayant également nui. Le bénéfice brut a en outre pâti de l'absence de l'indemnité d'assurance de 10 millions $ qui avait été comptabilisée en 2025. Ces facteurs défavorables ont été partiellement contrebalancés par la croissance appréciable de 5 % des volumes de poteaux en bois destinés aux sociétés de services publics et par la contribution supplémentaire découlant des acquisitions réalisées en 2025.

Frais de vente et d'administration

Les frais de vente et d'administration se sont établis à 53 millions $ au troisième trimestre de 2026, incluant une dotation aux amortissements de six millions $, contre des frais de 51 millions $, incluant une dotation aux amortissements de quatre millions $, pour le même trimestre de l'exercice précédent. Compte non tenu des amortissements, les frais de vente et d'administration sont demeurés stables, s'établissant à 47 millions $. Exprimés en pourcentage des ventes, les frais de vente et d'administration, hors amortissements, représentent 4,8 % des ventes réalisées au troisième trimestre de 2026, contre 4,9 % pour le même trimestre de l'exercice précédent.

Les frais de vente et d'administration se sont établis à 172 millions $ pour les neuf premiers mois de 2026, incluant une dotation aux amortissements de 17 millions $, contre des frais de 156 millions $, incluant une dotation aux amortissements de 11 millions $, pour la même période de 2025. Exprimés en pourcentage des ventes, les frais de vente et d'administration, hors amortissements, représentent 5,5 % des ventes réalisées au cours des neuf premiers mois de 2026, contre 5,2 % en 2025, ce qui est principalement attribuable à l'augmentation de la charge de rémunération.

Dépréciation d'actifs et coûts de restructuration

La Société a comptabilisé une dépréciation d'actifs et des coûts de restructuration totalisant 32 millions $ au troisième trimestre de 2026, dont 24 millions $ découlent d'initiatives d'optimisation du réseau qui sous-tend ses activités liées aux poteaux en bois destinés aux sociétés de services publics, soit 13 millions $ de charges de dépréciation hors trésorerie des immobilisations corporelles et 11 millions $ de frais de restauration et de fermeture de sites. Ces mesures visent à regrouper la production dans des installations vouées à un seul produit et à optimiser son réseau d'écorçage et de traitement afin de tirer pleinement parti des récents investissements en immobilisations. La Société a également comptabilisé des coûts supplémentaires de deux millions $ pour la fermeture de sites, découlant des mesures d'optimisation des activités liées aux traverses de chemin de fer mises en branle au deuxième trimestre, et des charges de dépréciation hors trésorerie de six millions $, principalement attribuables à la décomptabilisation d'un cylindre de traitement endommagé lors d'un incendie, déduction faite des recouvrements attendus.

Pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2026, la dépréciation d'actifs et les coûts de restructuration se sont établis à 64 millions $ et se rapportent principalement aux programmes d'amélioration continue et d'optimisation de l'empreinte que la Société met en œuvre à l'échelle des réseaux qui sous-tendent ses activités, tant pour les traverses de chemin de fer que les poteaux de bois destinés aux sociétés de services publics. Ces éléments sont composés de 43 millions $ de charges de dépréciation hors trésorerie d'immobilisations corporelles et de 21 millions $ en frais de fermeture et d'autres coûts liés à l'optimisation des réseaux, y compris des activités de nettoyage des sites et des indemnités de cessation d'emploi.

Gain sur règlement d'assurance

En 2025, la Société a réglé avec son assureur une demande d'indemnisation se rapportant à un incendie survenu en 2023 à ses installations de fabrication de Silver Springs, au Nevada. Le produit total du règlement, déduction faite de la franchise, était de 53 millions $ (37,5 millions $ US).

Ainsi, au premier trimestre de 2025, la Société a comptabilisé un recouvrement d'assurance pour pertes liées à l'interruption des activités de 10 millions $ (7 millions $ US), porté en réduction du coût des ventes, et un gain au titre de la demande d'indemnisation pour dommages aux biens de 28 millions $ (20 millions $ US), à titre de gain sur règlement d'assurance. Le reliquat de l'indemnité d'assurance, soit 15 millions $ (11 millions $ US), a servi à dédommager la Société pour la valeur comptable des immobilisations corporelles endommagées et à lui rembourser les frais de nettoyage et de restauration de sites qu'elle a engagés.

Autres pertes (gains), montant net

Au troisième trimestre de 2026, la Société a engagé des charges d'exploitation supplémentaires inférieures à un million $ à l'égard d'une section de ses installations de fabrication situées à Brierfield, en Alabama, qui avait été endommagée par l'incendie survenu au troisième trimestre de 2025. Ce même événement a occasionné des charges d'exploitation et des coûts de nettoyage s'élevant à neuf millions $ pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2026. Les recouvrements d'assurance correspondants ont été comptabilisés aux états condensés consolidés intermédiaires du résultat net au titre des autres pertes (gains), montant net, et l'actif d'assurance recouvrable connexe, déduction faite des sommes reçues de l'assureur, le cas échéant, a été comptabilisé dans les créances. Tout gain découlant d'indemnités excédant la valeur comptable nette des biens en cause sera comptabilisé dans le résultat à titre de gain sur règlement d'assurance au moment du règlement définitif de la demande d'indemnisation.

Charges financières

Les charges financières ont diminué pour s'établir à 15 millions $ au troisième trimestre de 2026, contre 18 millions $ pour le même trimestre de l'exercice précédent, ce qui est principalement attribuable à la diminution au coût d'emprunt moyen.

Pour les neuf premiers mois de 2026, les charges financières ont diminué pour s'établir à 46 millions $, contre 52 millions $ pour la même période de l'exercice précédent, ce qui est attribuable à une diminution du coût d'emprunt moyen et à une réduction du niveau d'endettement moyen de la Société.

Résultat avant impôts et charge d'impôts

Le résultat avant impôts s'est établi à 67 millions $ au troisième trimestre de 2026, contre 117 millions $ pour le même trimestre de l'exercice précédent. La charge d'impôts s'est établie à 16 millions $ au troisième trimestre de 2026, contre 29 millions $ pour le même trimestre de l'exercice précédent, ce qui s'est traduit, dans les deux cas, par un taux d'imposition effectif d'environ 24 %.

Pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2026, le résultat avant impôts s'est établi à 228 millions $, contre 381 millions $ pour la même période de l'exercice précédent. La charge d'impôts s'est établie à 56 millions $ pour les neuf premiers mois de 2026, contre 94 millions $ pour la même période de l'exercice précédent, ce qui s'est traduit, dans les deux cas, par un taux d'imposition effectif d'environ 25 %.

Résultat net

Le résultat net du troisième trimestre de 2026 s'est établi à 51 millions $, soit 0,93 $ par action, contre un résultat net de 88 millions $, ou de 1,59 $ par action, pour le même trimestre de 2025. Sur une base ajustée, le résultat net s'est établi à 76 millions $, ou 1,39 $ par action, contre 88 millions $, ou 1,59 $ par action, pour le troisième trimestre de 2025.

Pour les neuf premiers mois de 2026, le résultat net s'est établi à 172 millions $, soit 3,15 $ par action, contre un résultat net de 287 millions $, ou de 5,17 $ par action, pour la même période de l'exercice précédent. Sur une base ajustée, le résultat net s'est établi à 224 millions $, ou 4,10 $ par action, contre 258 millions $, ou 4,65 $ par action, pour les neuf premiers mois de 2025.

Résultats trimestriels

Les ventes de la Société suivent une tendance saisonnière. Les expéditions de produits destinés aux sociétés de services publics, de traverses de chemin de fer et de produits industriels sont plus importantes au cours des deuxièmes et troisièmes trimestres, pour assurer l'approvisionnement des utilisateurs du secteur industriel en vue de leurs projets d'entretien estivaux. Les ventes de bois d'œuvre à usage résidentiel suivent une trajectoire saisonnière semblable. À l'automne et à l'hiver, l'activité tend à ralentir, de sorte que les premiers et quatrièmes trimestres affichent généralement des ventes relativement plus faibles. Le tableau suivant présente certaines informations financières choisies à l'égard des onze derniers trimestres de la Société :

2026

Pour les trimestres clos les (en millions de dollars, sauf le RPA)	**31 mars**	**30 juin**	**30 sept.**	**31 déc.**	**Total**
Ventes	791	1 042	979		
Résultat d'exploitation	97	95	82		
BAIIA ajusté	136	167	159		
Résultat net	60	61	51		
RPA de base	1,10	1,12	0,93		
RPA ajusté, de base	1,12	1,59	1,39		

2025

Pour les trimestres clos les (en millions de dollars, sauf le RPA)	**31 mars**	**30 juin**	**30 sept.**	**31 déc.**	**Total**
Ventes	773	1 034	958	727	3 492
Résultat d'exploitation	143	155	135	83	516
BAIIA ajusté	141	189	171	122	623
Résultat net	93	106	88	50	337
RPA de base[1]	1,67	1,91	1,59	0,91	6,09
RPA ajusté, de base[1]	1,15	1,91	1,59	0,91	5,56

[1] Les chiffres étant arrondis, la somme des RPA trimestriels peut ne pas correspondre exactement au cumul annuel présenté.

2024

Pour les trimestres clos les (en millions de dollars, sauf le RPA)	**31 mars**	**30 juin**	**30 sept.**	**31 déc.**	**Total**
Ventes	775	1 049	915	730	3 469
Résultat d'exploitation	124	168	130	81	503
BAIIA ajusté	156	200	162	115	633
Résultat net	77	110	80	52	319
RPA de base[1]	1,36	1,94	1,42	0,93	5,66
RPA ajusté, de base[1]	1,36	1,94	1,42	0,93	5,66

[1] Les chiffres étant arrondis, la somme des RPA trimestriels peut ne pas correspondre exactement au cumul annuel présenté.

État de la situation financière

Comme la plupart des actifs et des passifs de la Société sont libellés en dollars américains, les fluctuations du taux de change peuvent avoir une incidence importante sur leur valeur. L'appréciation du dollar américain par rapport au dollar canadien entre le 31 décembre 2025 et le 30 septembre 2026 a entraîné une hausse de la valeur des actifs et des passifs libellés en dollars américains, suivant leur conversion en dollars canadiens. Se reporter à la rubrique intitulée « Taux de change » du présent rapport de gestion.

Actif

Au 30 septembre 2026, l'actif total s'élevait à 4 257 millions $, contre 4 117 millions $ au 31 décembre 2025. L'augmentation de l'actif total est en grande partie attribuable à l'augmentation de l'actif courant, y compris la trésorerie et les équivalents de trésorerie, ainsi qu'à l'incidence du taux de change sur la valeur des actifs libellés en dollars américains. Le tableau suivant présente de l'information sur l'actif de la Société tirée de certains postes choisis des états condensés consolidés intermédiaires de la situation financière :

Actif (en millions de dollars)	**Au 30 septembre 2026**	**Au 31 décembre 2025**	**Variation**
Trésorerie et équivalents de trésorerie	142	44	98
Créances	429	262	167
Stocks	1 499	1 653	(154)
Autres éléments	70	60	10
Actif courant total	**2 140**	**2 019**	**121**
Immobilisations corporelles	1 136	1 116	20
Actifs au titre du droit d'utilisation	280	288	(8)
Immobilisations incorporelles	230	243	(13)
Goodwill	448	434	14
Autres éléments	23	17	6
Actif non courant total	**2 117**	**2 098**	**19**
Actif total	**4 257**	**4 117**	**140**

Les créances totalisaient 429 millions $ au 30 septembre 2026, contre 262 millions $ au 31 décembre 2025. Cette augmentation est en grande partie attribuable à la demande saisonnière habituelle depuis le quatrième trimestre de 2025, ainsi qu'à la comptabilisation d'un actif d'assurance recouvrable, déduction faite des avances déjà reçues. Dans le cours normal des affaires, la Société a conclu avec certaines institutions financières des ententes aux termes desquelles elle peut vendre, sans recours de crédit, ses créances clients admissibles aux institutions en cause. Les créances comptabilisées excluent les créances clients vendues durant la période.

La valeur des stocks s'établissait à 1 499 millions $ au 30 septembre 2026, contre 1 653 millions $ au 31 décembre 2025. La baisse des stocks s'explique principalement par l'augmentation saisonnière des ventes et une réorientation de la composition des ventes de traverses de chemin de fer, davantage axée sur les volumes liés aux services de traitement, partiellement contrebalancées par l'incidence du taux de change sur la valeur des stocks libellés en dollars américains, de l'ordre de 35 millions $.

Compte tenu des longues périodes de temps nécessaires au séchage à l'air des produits en bois destinés aux sociétés de services publics, des traverses de chemin de fer et de certains produits industriels, qui peuvent durer jusqu'à neuf mois avant la conclusion d'une vente, les stocks forment une composante importante du fonds de roulement de la Société, et leur taux de rotation est relativement faible. De plus, des stocks importants de matières premières et de produits finis sont nécessaires à certains moments de l'année afin de soutenir les activités dans la catégorie du bois d'œuvre à usage résidentiel. Les solides relations d'affaires qu'entretient la Société avec ses clients et les contrats à long terme qui en découlent lui permettent de mieux déterminer les besoins en stocks. La direction assure un suivi serré des niveaux des

stocks et de la demande du marché pour ses produits. La production est ajustée en conséquence afin de maximiser le rendement et d'optimiser l'utilisation des ressources.

Les immobilisations corporelles totalisaient 1 136 millions $ au 30 septembre 2026, contre 1 116 millions $ au 31 décembre 2025. Cette augmentation est attribuable aux entrées d'immobilisations d'une valeur de 81 millions $ qui ont eu lieu au cours des neuf premiers mois de 2026, à l'incidence du taux de change de 28 millions $ sur la valeur des actifs libellés en dollars américains ainsi qu'au reclassement dans les immobilisations corporelles de sept millions $ d'acomptes versés pour l'achat de matériel, initialement comptabilisés aux autres actifs courants, le tout partiellement contrebalancé par la charge d'amortissement, qui s'est établie à 49 millions $ pour la période, et par une dépréciation d'actifs de 43 millions $ se rapportant en grande partie aux mesures d'optimisation des réseaux mises en œuvre par la Société.

Les actifs au titre du droit d'utilisation se chiffraient à 280 millions $ au 30 septembre 2026, contre 288 millions $ au 31 décembre 2025. Cette diminution est attribuable à la charge d'amortissement, qui s'est établie à 53 millions $ pour la période, partiellement contrebalancée par l'ajout de nouveaux contrats de location d'une valeur de 36 millions $, en grande partie liés au matériel roulant.

Les immobilisations incorporelles totalisaient 230 millions $ et le goodwill s'établissait à 448 millions $ au 30 septembre 2026. Les immobilisations incorporelles sont principalement composées des relations clients, d'un enregistrement pour la créosote et des coûts d'acquisition de logiciels. Au 31 décembre 2025, les immobilisations incorporelles et le goodwill s'établissaient à 243 millions $ et à 434 millions $, respectivement. La diminution des immobilisations incorporelles est principalement attribuable à la dotation aux amortissements, qui s'est établie à 22 millions $ pour la période, partiellement contrebalancée par des entrées de six millions $, tandis que l'augmentation du goodwill s'explique par l'incidence du taux de change sur la valeur des actifs libellés en dollars américains.

Passif

Au 30 septembre 2026, le passif de Stella-Jones totalisait 2 041 millions $, contre 2 078 millions $ au 31 décembre 2025. La diminution du passif total reflète principalement la réduction de la dette à long terme, partiellement contrebalancée par l'incidence du taux de change sur la valeur des passifs libellés en dollars américains. Le tableau suivant présente de l'information sur le passif de la Société tirée de certains postes choisis des états condensés consolidés intermédiaires de la situation financière :

Passif (en millions de dollars)	**Au 30 septembre 2026**	**Au 31 décembre 2025**	**Variation**
Comptes créditeurs et charges à payer	175	153	22
Impôts sur le résultat à payer	15	—	15
Partie courante de la dette à long terme	142	37	105
Partie courante des obligations locatives	68	63	5
Autres éléments	40	20	20
Passif courant total	**440**	**273**	**167**
Dette à long terme	1 123	1 302	(179)
Obligations locatives	225	240	(15)
Passifs d'impôt différé	207	218	(11)
Autres éléments	46	45	1
Passif non courant total	**1 601**	**1 805**	**(204)**
Passif total	**2 041**	**2 078**	**(37)**

Dette à long terme

La dette à long terme de la Société, y compris la partie courante, s'établissait à 1 265 millions $ au 30 septembre 2026, contre 1 339 millions $ au 31 décembre 2025. Cette réduction découle principalement des remboursements de 98 millions $ au titre de la dette qui ont eu lieu au cours de la période, partiellement contrebalancés par une incidence du taux de change de 24 millions $ sur la valeur de la dette libellée en dollars américains, cette devise s'étant appréciée par rapport au dollar canadien. Déduction faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie, la dette à long terme a diminué pour s'établir à 1 123 millions $, contre 1 295 millions $ au 31 décembre 2025, malgré une augmentation du solde de la dette de 24 millions $ attribuable aux fluctuations du taux de change.

L'augmentation de la partie courante de la dette à long terme découle du reclassement des billets de premier rang non garantis de 75 millions $ US, qui viennent à échéance en janvier 2027.

Dette à long terme (en millions de dollars)	**Au 30 septembre 2026**	**Au 31 décembre 2025**
Facilités de crédit rotatif non garanties	359	427
Facilités de prêt à terme non garanties	400	408
Billets de premier rang non garantis	507	503
Autres éléments	(1)	1
Total de la dette à long terme	**1 265**	**1 339**

Au cours du trimestre clos le 30 septembre 2026, la Société a de nouveau modifié et mis à jour sa convention de crédit syndiquée et sa convention de crédit agricole américaine. Entre autres changements apportés, l'échéance des facilités de crédit rotatif a été prorogée de cinq ans, soit jusqu'en 2031, et le ratio dette nette/BAIIA maximal autorisé aux termes des clauses restrictives, mesuré sur une base trimestrielle en fonction des emprunts contractés, est passé de 3,75 : 1,00 à 4,00 : 1,00. Les billets de premier rang émis par la Société dans le cadre d'un placement privé auprès de certains investisseurs américains, qui viennent à échéance en janvier 2027, demeurent assujettis à une clause restrictive plus contraignante quant à ce ratio, qui ne peut excéder 3,75 : 1,00.

Au 30 septembre 2026, la Société affichait un ratio dette nette/BAIIA ajusté de 2,4x et respectait l'ensemble des clauses restrictives, des obligations de déclaration et des ratios financiers auxquels elle est assujettie aux termes de ses facilités de crédit.

Capitaux propres

Les capitaux propres s'établissaient à 2 216 millions $ au 30 septembre 2026, contre 2 039 millions $ au 31 décembre 2025.

Capitaux propres (en millions de dollars)	**Au 30 septembre 2026**	**Au 31 décembre 2025**	**Variation**
Capital-actions	190	187	3
Surplus d'apport	8	5	3
Résultats non distribués	1 782	1 681	101
Cumul des autres éléments du résultat global	236	166	70
Total des capitaux propres	**2 216**	**2 039**	**177**

L'augmentation des capitaux propres au 30 septembre 2026 est attribuable au résultat net de 172 millions $ et à une hausse de 70 millions $ du cumul des autres éléments du résultat global, principalement liée à l'incidence des taux de change sur les résultats des établissements étrangers, partiellement contrebalancés par des rachats d'actions de 15 millions $ et des dividendes de 56 millions $.

Le 4 novembre 2025, la Bourse de Toronto a accepté l'avis d'intention de la Société de procéder à une offre publique de rachat dans le cours normal de ses activités (« OPR ») en vue d'acheter aux fins d'annulation jusqu'à 1 500 000 actions ordinaires, soit environ 2,7 % de celles en circulation à cette date, au cours de la période de 12 mois s'échelonnant du 14 novembre 2025 au 13 novembre 2026.

Aucune action ordinaire de la Société n'a été rachetée aux fins d'annulation dans le cadre de cette OPR durant le trimestre clos le 30 septembre 2026. Au cours de la période de neuf mois close le 30 septembre 2026, 160 983 actions ordinaires de la Société ont été rachetées aux fins d'annulation pour une contrepartie de 15 millions $. Depuis qu'elle a lancé l'OPR le 14 novembre 2025, la Société a racheté un total de 278 131 actions ordinaires aux fins d'annulation, pour une contrepartie de 25 millions $.

Liquidités et ressources en capital

Le tableau suivant présente un sommaire des différentes composantes des flux de trésorerie pour les périodes indiquées :

Sommaire des flux de trésorerie (en millions de dollars)	**Périodes de trois mois closes les 30 septembre**		**Périodes de neuf mois closes les 30 septembre**	
	2026	**2025**	**2026**	**2025**
Activités d'exploitation	158	198	397	406
Activités de financement	(118)	(164)	(221)	(283)
Activités d'investissement	(36)	(30)	(87)	(104)
Variation nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie au cours de la période	4	4	89	19
Solde d'ouverture au 1er janvier 2026, avant retraitement pour les modifications apportées à la norme IFRS 9	—	—	44	—
Ajustement lors de l'adoption pour les chèques en circulation de 2025 au 1er janvier 2026	—	—	9	—
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture de la période	138	65	53	50
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture de la période	**142**	**69**	**142**	**69**

La Société estime que les flux de trésorerie générés par ses activités d'exploitation et les montants disponibles au titre de ses facilités de crédit suffiront pour mener à bien ses plans d'affaires, pourvoir aux besoins de son fonds de roulement et voir au maintien de ses actifs. Au 30 septembre 2026, les liquidités disponibles de la Société s'élevaient à 836 millions $, dont 694 millions $ (489 millions $ US) au titre de ses facilités de crédit rotatif.

Flux de trésorerie découlant des activités d'exploitation

Les flux de trésorerie découlant des activités d'exploitation se sont établis à 158 millions $ au troisième trimestre de 2026, contre 198 millions $ pour le même trimestre de 2025. Cette diminution est principalement attribuable à un recul de la rentabilité, déduction faite des éléments hors trésorerie, ainsi qu'aux variations défavorables des éléments du fonds de roulement sans effet de trésorerie, le tout partiellement contrebalancé par le fait que le montant des impôts payés était moins important. Les flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation, excluant les variations des éléments du fonds de roulement sans effet de trésorerie, les intérêts versés et les impôts payés, se sont établis à 154 millions $ au troisième trimestre de 2026, contre 171 millions $ pour le même trimestre de 2025. Les variations des éléments du fonds de roulement sans effet de trésorerie ont entraîné une augmentation des flux de trésorerie d'exploitation de 36 millions $ au troisième trimestre de 2026, ce qui est principalement attribuable à une baisse des stocks, notamment des traverses de chemin de fer.

Les flux de trésorerie découlant des activités d'exploitation se sont établis à 397 millions $ pour les neuf premiers mois de 2026, contre 406 millions $ pour la même période de 2025. Cette diminution est principalement attribuable à un recul de la rentabilité, déduction faite des éléments hors trésorerie, partiellement contrebalancé par les variations favorables des éléments du fonds de roulement sans effet de trésorerie et par le fait que le montant des impôts payés était moins important. Les flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation, excluant les variations des éléments du fonds de roulement sans effet de trésorerie, les intérêts versés et les impôts payés, se sont établis à 449 millions $ pour les neuf premiers mois de 2026, contre 501 millions $ pour la même période de 2025. Les variations des éléments du fonds de roulement sans effet de trésorerie ont entraîné une augmentation des flux de trésorerie d'exploitation de 56 millions $ au cours des neuf premiers mois de 2026, ce qui est principalement attribuable à une baisse des stocks, partiellement contrebalancée par l'augmentation des créances, elle-même attribuable à l'augmentation saisonnière des ventes aux deuxième et troisième trimestres.

Le tableau suivant présente de l'information sur les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation tirée des tableaux condensés consolidés intermédiaires des flux de trésorerie :

Flux de trésorerie découlant des activités d'exploitation (en millions de dollars)	**Périodes de trois mois closes les 30 septembre**		**Périodes de neuf mois closes les 30 septembre**	
	2026	**2025**	**2026**	**2025**
Résultat net	51	88	172	287
Amortissements	45	36	124	106
Rémunération fondée sur des actions	—	2	(5)	4
Charges financières	15	18	46	52
Charge d'impôts sur le résultat	16	29	56	94
Dépréciation d'actifs et coûts de restructuration	30	—	60	—
Gain sur règlement d'assurance	—	—	—	(28)
Autres éléments	(3)	(2)	(4)	(14)
Flux de trésorerie découlant des activités d'exploitation, excluant les variations des éléments du fonds de roulement sans effet de trésorerie, les intérêts versés et les impôts sur le résultat payés	**154**	**171**	**449**	**501**
Créances	(16)	14	(155)	(111)
Stocks	51	71	190	172
Impôts sur le résultat à recouvrer	2	—	2	—
Autres actifs courants	(10)	(1)	(19)	(5)
Comptes créditeurs et charges à payer	9	(4)	24	(15)
Revenus différés	—	—	14	—
Variations des éléments du fonds de roulement sans effet de trésorerie	**36**	**80**	**56**	**41**
Intérêts versés	(20)	(23)	(52)	(57)
Impôts sur le résultat payés	(12)	(30)	(56)	(79)
Flux de trésorerie découlant des activités d'exploitation	**158**	**198**	**397**	**406**

Flux de trésorerie affectés aux activités de financement

Les activités de financement ont entraîné une diminution des liquidités de 118 millions $ au troisième trimestre de 2026. Au cours du trimestre clos le 30 septembre 2026, la Société a réduit de 74 millions $ le solde net des emprunts contractés au titre de ses facilités de crédit rotatif et remboursé sept millions $ (cinq millions $ US) de prêts à terme au titre de ses facilités de crédit agricole américaines. En outre, la Société a affecté 20 millions $ au remboursement d'obligations locatives et 19 millions $ au versement de dividendes. Au troisième trimestre de 2025, les activités de financement avaient entraîné une diminution des liquidités de 164 millions $, principalement attribuable à la réduction de

64 millions $ du solde net des emprunts contractés par la Société au titre de ses facilités de crédit rotatif ainsi qu'au remboursement de 48 millions $ (35 millions $ US) de prêts à terme au titre de ses facilités de crédit agricole américaines. La Société avait également affecté 16 millions $ au remboursement d'obligations locatives, 17 millions $ au versement de dividendes et 20 millions $ au rachat d'actions.

Les activités de financement ont entraîné une diminution des liquidités de 221 millions $ au cours des neuf premiers mois de 2026, contre 283 millions $ pour la même période de 2025.

Le tableau suivant présente de l'information sur les flux de trésorerie affectés aux activités de financement tirée des tableaux condensés consolidés intermédiaires des flux de trésorerie :

Flux de trésorerie affectés aux activités de financement (en millions de dollars)	**Périodes de trois mois closes les 30 septembre**		**Périodes de neuf mois closes les 30 septembre**	
	2026	**2025**	**2026**	**2025**
Variation nette des facilités de crédit rotatif	(74)	(64)	(74)	14
Remboursement de la dette à long terme	(7)	(48)	(24)	(143)
Remboursement des obligations locatives	(20)	(16)	(54)	(49)
Dividendes sur les actions ordinaires	(19)	(17)	(56)	(51)
Rachat d'actions ordinaires	—	(20)	(15)	(55)
Autres éléments	2	1	2	1
Flux de trésorerie affectés aux activités de financement	**(118)**	**(164)**	**(221)**	**(283)**

Flux de trésorerie affectés aux activités d'investissement

Les activités d'investissement ont absorbé 36 millions $ de liquidités au troisième trimestre de 2026, principalement pour l'acquisition d'immobilisations corporelles. Au troisième trimestre de 2025, les activités d'investissement avaient mobilisé 30 millions $. Les flux de trésorerie ainsi affectés découlaient principalement de l'acquisition d'immobilisations corporelles et du paiement de la contrepartie différée liée à l'acquisition de Locweld Inc.

La Société a investi 87 millions $ au cours des neuf premiers mois de 2026, principalement pour l'acquisition d'immobilisations corporelles. Au cours de la même période de 2025, les activités d'investissement avaient mobilisé 104 millions $, principalement pour l'acquisition de Locweld Inc. et l'acquisition d'immobilisations corporelles, déduction faite des indemnités d'assurance.

Le tableau suivant présente de l'information sur les flux de trésorerie affectés aux activités d'investissement tirée des tableaux condensés consolidés intermédiaires des flux de trésorerie :

Flux de trésorerie affectés aux activités d'investissement (en millions de dollars)	**Périodes de trois mois closes les 30 septembre**		**Périodes de neuf mois closes les 30 septembre**	
	2026	**2025**	**2026**	**2025**
Acquisition d'autres investissements	—	—	(4)	—
Regroupements d'entreprises	—	(10)	(1)	(58)
Acquisition d'immobilisations corporelles	(35)	(19)	(81)	(73)
Produit de l'assurance des biens	—	—	2	26
Acquisition d'immobilisations incorporelles	(3)	(2)	(6)	(6)
Produit de la disposition d'actifs	2	1	3	7
Flux de trésorerie affectés aux activités d'investissement	**(36)**	**(30)**	**(87)**	**(104)**

Renseignements concernant les actions

Au 30 septembre 2026, le capital-actions de la Société était constitué de 54 581 214 actions ordinaires émises et en circulation (54 697 214 au 31 décembre 2025).

Le tableau suivant présente l'évolution du capital-actions pour les périodes de trois et neuf mois closes le 30 septembre 2026 :

Nombre d'actions	**Période de trois mois close le 30 septembre 2026**	**Période de neuf mois close le 30 septembre 2026**
Solde à l'ouverture de la période	54 567 627	54 697 214
Actions ordinaires rachetées	—	(160 983)
Actions ordinaires émises au titre du régime d'unités d'actions nouvelles	—	13 713
Régimes d'achat d'actions des employés	13 587	31 270
Solde à la clôture de la période	**54 581 214**	**54 581 214**

Au 2 novembre 2026, le capital-actions de la Société était constitué de 54 581 214 actions ordinaires émises et en circulation.

Engagements et éventualités

Les engagements et éventualités susceptibles d'avoir une incidence sur la Société à l'avenir demeurent essentiellement les mêmes que ceux présentés dans le rapport de gestion annuel contenu au rapport annuel de 2025 de la Société.

Événements postérieurs à la date de clôture

a) Le 3 novembre 2026, le conseil d'administration de la Société a déclaré un dividende trimestriel de 0,34 $ par action ordinaire payable le 18 décembre 2026 aux actionnaires inscrits aux registres à la fermeture des bureaux le 1er décembre 2026. Il s'agit d'un dividende admissible.

b) Le 3 novembre 2026, la Bourse de Toronto a accepté l'avis d'intention de la Société de procéder à une OPR en vue d'acheter aux fins d'annulation jusqu'à 1 500 000 actions ordinaires, soit environ 2,7 % de celles en circulation à cette date, au cours de la période de 12 mois s'échelonnant du 14 novembre 2026 au 13 novembre 2027.

Risques et incertitudes

Les risques et incertitudes susceptibles d'avoir une incidence sur la Société à l'avenir demeurent essentiellement les mêmes que ceux présentés dans le rapport de gestion annuel contenu au rapport annuel de 2025 de la Société.

Conventions comptables significatives et estimations comptables critiques

Les conventions comptables significatives utilisées par la Société ainsi que les estimations comptables critiques qu'elle fait et les jugements critiques qu'elle pose sont respectivement décrits aux notes 2 et 3 des états financiers consolidés audités aux 31 décembre 2025 et 2024.

La Société établit ses états financiers condensés consolidés intermédiaires conformément aux normes comptables IFRS.

Pour ce faire, la direction doit faire des estimations et poser des hypothèses qui ont une incidence sur les montants comptabilisés au titre de l'actif et du passif de la Société ainsi que sur l'information communiquée à l'égard des actifs et passifs éventuels à la date des états financiers. Ces estimations et hypothèses ont également une incidence sur les ventes enregistrées et la valeur des charges comptabilisées au cours de la période de présentation. Les éléments importants qui font l'objet d'estimations et d'hypothèses incluent la durée d'utilité estimative des actifs, la recouvrabilité des actifs non courants et du goodwill et la juste valeur des actifs acquis et des passifs pris en charge dans le cadre d'une acquisition. La direction est également appelée à faire des estimations et à poser des hypothèses dans le cadre de regroupements d'entreprises, principalement aux fins des prévisions des ventes et des marges et à l'égard du taux d'actualisation. Les résultats réels pourraient différer de ces estimations, et les écarts à cet égard pourraient être significatifs. Les estimations sont revues périodiquement et, au besoin, des ajustements sont apportés et comptabilisés aux états condensés consolidés intermédiaires du résultat net de la période au cours de laquelle leur nécessité apparaît.

Modifications apportées aux méthodes comptables

À compter du 1er janvier 2026, la Société a adopté les Modifications touchant le classement et l'évaluation des instruments financiers, qui modifient les normes IFRS 9 et IFRS 7. Ces modifications précisent les circonstances dans lesquelles un actif financier ou un passif financier est comptabilisé et décomptabilisé et introduisent un choix de méthode comptable pour la décomptabilisation des passifs financiers réglés au moyen d'un système de paiement électronique avant la date de règlement. Les modifications clarifient également le classement des actifs financiers assortis de caractéristiques liées aux facteurs environnementaux, sociaux et de gouvernance (« ESG »), des prêts sans recours et des instruments liés par contrat, en plus d'introduire des obligations d'information relativement aux instruments financiers assortis de clauses conditionnelles et aux instruments de capitaux propres classés à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global.

En conséquence de ces modifications, la Société a modifié sa méthode comptable relative à la décomptabilisation des comptes créditeurs réglés par chèque. Auparavant, les comptes créditeurs réglés par chèque étaient décomptabilisés à la date d'émission des chèques. Conformément à la politique révisée, et en cohérence avec les précisions apportées par les modifications, ces passifs sont désormais décomptabilisés à la date d'encaissement des chèques par la banque. De plus, la Société a choisi de décomptabiliser les passifs financiers réglés au moyen d'un système de paiement électronique, avant la date de règlement, dès lors que la Société perd la capacité pratique d'annuler ces paiements.

Les modifications s'appliquent de manière rétrospective; cependant, aux termes des dispositions transitoires, la Société n'était pas tenue de retraiter les périodes antérieures pour refléter leur application. L'adoption de ces modifications n'a pas eu d'incidence importante sur les états financiers condensés consolidés intermédiaires de la Société.

Norme comptable annoncée, mais non encore adoptée

La norme IFRS 18 s'applique aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2027, une application anticipée étant possible. La Société ne prévoit pas que cette nouvelle norme aura une incidence significative sur ses états financiers annuels consolidés et condensés consolidés intermédiaires.

Contrôles et procédures de communication de l'information

La Société maintient des systèmes d'information, des procédures et des contrôles appropriés afin de s'assurer que l'information utilisée à l'interne et communiquée à l'externe soit complète, exacte, fiable et présentée dans les délais prévus. Les contrôles et procédures de communication de l'information (« CPCI ») sont conçus pour fournir l'assurance raisonnable que l'information devant être présentée par l'émetteur dans ses documents annuels, ses documents intermédiaires ou d'autres rapports déposés au titre des lois sur les valeurs mobilières est enregistrée, traitée, condensée et présentée dans les délais prescrits par lesdites lois. Ces contrôles et procédures sont également conçus pour garantir que cette information est colligée puis communiquée à la direction de la Société, y compris ses dirigeants signataires, de manière à leur permettre de prendre des décisions en matière de communication de l'information en temps opportun.

Le président et chef de la direction et la première vice-présidente et chef des finances de la Société ont évalué, ou fait évaluer sous leur supervision directe, l'efficacité de la conception des CPCI de la Société (au sens du *Règlement 52-109 sur l'attestation de l'information présentée dans les documents annuels et intermédiaires des émetteurs*) en date du 30 septembre 2026, et ont conclu que ces CPCI ont été conçus de manière efficace.

Contrôle interne à l'égard de l'information financière

Il incombe à la direction d'établir et de maintenir des contrôles internes à l'égard de l'information financière (« CIIF ») adéquats, de manière à fournir une assurance raisonnable que l'information financière est fiable et que les états financiers ont été préparés, aux fins de publication, conformément aux normes comptables IFRS.

La direction a procédé à l'évaluation de l'efficacité de la conception de ses CIIF au sens du *Règlement 52-109 sur l'attestation de l'information présentée dans les documents annuels et intermédiaires des émetteurs*. L'évaluation a été réalisée conformément au cadre de référence proposé dans le guide intitulé *Internal Control – Integrated Framework* publié par le Committee of Sponsoring Organizations of the Treadway Commission (« COSO »). Cette évaluation a été réalisée par le président et chef de la direction ainsi que la première vice-présidente et chef des finances de la Société, avec l'aide d'autres membres de la direction et employés de la Société, selon ce qui a été jugé nécessaire. Au terme de cette évaluation, le président et chef de la direction et la première vice-présidente et chef des finances ont conclu, en date du 30 septembre 2026, que les CIIF avaient été conçus de manière efficace.

La direction reconnaît que, peu importe la qualité de leur conception, les contrôles et procédures ne peuvent fournir qu'une assurance raisonnable, et non une assurance absolue, que les objectifs de contrôle qu'ils visent sont atteints.

Changements concernant le contrôle interne à l'égard de l'information financière

Il n'y a eu, au cours de la période s'échelonnant du 1er juillet 2026 au 30 septembre 2026, aucune modification apportée à la conception des CIIF de la Société qui ait eu, ou serait raisonnablement susceptible d'avoir, une incidence significative sur ce plan.

Le 3 novembre 2026